

Alain ROUQUIÉ
(sous la coordination de)

avec la collaboration d'Hélène ARNAUD

Les forces politiques en Amérique centrale

Édition KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

Table des matières

Introduction , par <i>Alain Rouquié</i>	7
Fragmentation et communauté de destin.....	9
Perméabilité et géopolitique.....	15
Génération et modèles partisans.....	19
Au-delà des partis.....	22
A rebours.....	25
Costa Rica , par <i>Jean-Paul Billault</i>	29
Les facteurs historiques.....	29
Les partis historiques.....	34
Les opposants à Libération nationale.....	46
Autres partis.....	54
Annexes.....	57
El Salvador , par <i>Alain Rouquié</i>	61
Naissance des organisations politiques.....	63
Partis officiels et « démocratie de façade ».....	64
De l'opposition au pouvoir.....	73
La droite « récalcitrante » : de l'opposition « déloyale » au gouvernement démocratique.....	81
Les mouvements révolutionnaires.....	88
Les syndicats.....	104
Église et Églises.....	107
L'armée et les forces de l'ordre.....	110
Guatemala , par <i>Michel Demyk</i>	117
L'exercice du droit de vote.....	119
Les partis de la Contre-révolution.....	121
Les partis du Centre et de la Droite démocratique.....	126
Les composantes de la Gauche.....	133
L'Église.....	141

L'armée.....	145
Postface.....	148
Annexes.....	151
Honduras, par <i>Alain Rouquié</i>.....	157
Instabilité et archaïsme.....	158
Les partis traditionnels.....	160
Les nouveaux partis parlementaires.....	169
Les partis politiques extra-parlementaires.....	173
Les mouvements révolutionnaires armés.....	174
Groupes de pression et syndicats.....	176
Les forces armées.....	178
Nicaragua, par <i>Daniel van Eeuwen</i>.....	187
De l'Indépendance à la Révolution.....	187
La révolution nicaraguayenne : institutions et organisations politiques.....	195
Organisations politiques : multipartisme civil et contre-révolution armée.....	209
Alliances et regroupements : vers un reclassement des partis politiques ?.....	220
Le mouvement syndical.....	225
L'opposition armée « contre-révolutionnaire » (« Contra »).....	232
Après leur défaite électorale, les Sandinistes « gouverneront-ils d'en bas » ?.....	242
Belize, par <i>Daniel van Eeuwen</i>.....	253
De l'« établissement » à la « colonie ».....	253
L'éveil politique.....	254
Du « self-government » à l'indépendance. La prééminence du PUP.....	255
Les forces syndicales.....	257
La vie politique depuis l'indépendance.....	259
Panama, par <i>Pierre Gilhodes</i>.....	277
Le système de partis à Panama (1903-1968).....	278
Omar Torrijos, l'homme fort de Panama (1968-1978).....	283
Le port-torrijisme et son organisation.....	286

INTRODUCTION

Alain ROUQUIÉ

« Il est plus facile de comprendre les sciences occultes que les sciences politiques quand elles s'appliquent aux partis centre-américains. »

Ramón Rosa, publiciste hondurien

L'Amérique centrale se trouve depuis 1979 sous les feux de l'actualité. Les républiques oubliées de l'isthme sont devenues, notamment sous l'administration Reagan, un des points chauds de la planète. Et l'on s'accorde généralement à penser que les conflits civils qui se déroulent à « basse intensité », entre 1979 et 1989, dans trois des États de la région s'inscrivent, très largement, indépendamment de leurs origines endogènes, dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest, à l'égal des crises afghane ou angolaise. Le précédent cubain mais surtout les caractères propres du système international font qu'on échappe difficilement jusqu'en 1989 à une telle dérive, qui dépasse par son implacable logique la conscience ou la volonté des acteurs eux-mêmes. Si l'hétérogénéité des régimes économiques et sociaux d'Amérique centrale avait prévalu, autrement dit si dans un espace relativement limité, où les différentes composantes nationales sont contraintes à l'interdépendance tant par l'histoire que par l'économie, s'étaient installées durablement, à côté d'États capitalistes, une, voire plusieurs nations se réclamant du « socialisme réel » ou d'une forme plus ou moins adaptée d'économie collectivisée, il est peu probable que les tensions actuelles disparaîtraient. Quels que soient par ailleurs le succès du plan de paix en cours et la politique des occupants successifs de la Maison Blanche, en dépit de l'effondrement du « camp socialiste » et de la fin de « l'expansionnisme soviétique »,

les affrontements armés se poursuivent au Guatemala et, à un niveau plus meurtrier, au Salvador.

On a dernièrement beaucoup écrit sur la question, aux États-Unis en particulier, où le dossier centre-américain est devenu un problème de politique intérieure et un enjeu électoral, mais il n'existe pas à notre connaissance d'ouvrage de référence permettant de s'orienter valablement dans « l'imbroglio centre-américain » en identifiant et en situant les acteurs individuels ou collectifs*. Cet instrument est d'autant plus nécessaire qu'à la fragmentation d'un univers depuis toujours « balkanisé », où clans et factions rivalisent, le « transformisme » accéléré des temps de crise est venu ajouter une rotation effrénée (et souvent tactique) des dénominations et des sigles qui dissimulent plus qu'ils ne désignent. Le présent ouvrage vise donc à combler une lacune. Comme un *Who's Who* des organisations à fonction politique, il est destiné à servir de guide et à être consulté. Mais, afin d'éviter l'aridité d'un dictionnaire et permettre de multiples lectures, chaque pays fait l'objet d'un chapitre qui replace les organisations dans leur contexte historique et propose une sorte d'étude monographique non du fonctionnement du régime politique mais du système des forces politiques dans leur singularité empirique. L'analyse comparative pourra donc, croyons-nous, en tirer quelque profit, alors même que ces études laissent volontairement de côté les problèmes de l'instabilité politique ou de la démocratie. Exploitant des sources primaires et directes, utilisant les données électorales lorsqu'elles sont significatives, les différents chapitres n'évoquent qu'avec mesure et prudence les cadres constitutionnels et juridiques. Qu'on ne s'en étonne pas. Plusieurs pays de l'isthme ont ou ont eu des constitutions exemplaires donnant toutes les garanties... sauf celle d'être appliquées. Le « bovarysme constitutionnel » qui affecte l'ensemble de l'extrême-occident latino-américain n'épargne pas l'Amérique centrale, loin de là.

Par Amérique centrale nous entendons bien entendu, selon l'acception historique, les cinq nations héritières de la Capitainerie Générale du Guatemala. Mais la géographie oblige et il eût été arbitraire d'exclure de l'isthme dont ils occupent une fraction les deux « nouveaux venus » régionaux, Panama, né en 1903 d'une province colombienne pour les besoins du canal interocéanique et des États-Unis, et l'ancienne possession britannique de Belize, récemment décoloni-

* A l'exception de l'ouvrage de Ciarán O'Maolaín, *Latin American Movements*, Londres, Longman, 1985, qui présente succinctement dans l'ordre alphabétique et sans commentaire les forces politiques de tout le continent.

sée, dont le territoire encore — modérément — revendiqué par le Guatemala est naturellement attiré vers les Caraïbes par ses cultures et son passé colonial.

Fragmentation et communauté de destin

Dans un espace plus réduit que la superficie de la France (moins de 450 000 km²) cohabitent donc sept nations souveraines d'une diversité exceptionnelle à tous égards. Qu'on en juge. A côté des cinq provinces désunies de la nation centre-américaine, figure un État de langue anglaise (Belize), un autre qui a pour monnaie nationale le dollar américain (Panama). Quant aux États centre-américains « historiques », leurs évolutions ont été fort contrastées. Et aujourd'hui leurs destinées paraissent, à première vue, séparées par des distances quasi abyssales. Le Costa Rica, oasis démocratique de vieille tradition, n'a plus d'armée depuis 1948, et compte pour sa défense sur la garantie de l'OEA et de l'alliance nord-américaine. Il a subi une seule brève dictature en 1917, mais aucun coup d'État militaire de 1891 à 1948. A sa frontière nord, le Nicaragua n'a pratiquement jamais connu ni démocratie ni élections libres. Fief d'une dictature familiale « sultanistique » de 1936 à 1979, il a vécu de 1979 à 1989, à l'issue d'un soulèvement armé contre le pouvoir des Somoza, une expérience révolutionnaire anti-américaine qui se réclamait à la fois d'un général anarcho-libéral, Sandino, et du marxisme-léninisme. Le pays de Ruben Darío est ainsi passé sans transition d'un État dynastique à un État idéologique et partisan, avant de découvrir la démocratie et le partage du pouvoir en février 1990. Le Guatemala, baptisé amèrement par l'un de ses écrivains le « pays de l'éternelle dictature », n'a guère bénéficié en effet que de dix années d'un « printemps démocratique » incertain (1944-1954) et menacé. Gouverné pendant presque toute la première moitié du XX^e siècle par des dictateurs canoniques, comme Estrada Cabrera (1898-1920) et Jorge Ubico (1931-1944), le Guatemala, à l'exception d'une brève parenthèse pseudo-civile de quatre ans, a vécu à l'heure des militaires de 1954 à 1985. La plupart des généraux présidents mettant cependant leur point d'honneur à se faire élire et à respecter une impeccable façade constitutionnelle derrière laquelle s'est mis en place, notamment à partir de 1970, un impitoyable État terroriste contre-révolutionnaire. Le Salvador a été pour sa part la plus durable des républiques pré-